

ARRIVÉ LE :

10 OCT. 2025

Madame le MAIRE
St Mamert

Nîmes, le 6 octobre 2025

Avis concernant la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de St Mamert du Gard

Courrier suivi par : Gaëlle Boismery

t: 04 66 04 50 58

✉: gaelle.boismery@gard.chambagri.fr

Siège Social
Mas de l'Agriculture
1120, route de Saint Gilles
CS 38283
30942 Nîmes cedex 9
Tél. : 04 66 04 50 60

Madame le Maire,

Vous avez saisi la Chambre d'Agriculture pour avis concernant la révision n°1 du PLU de votre commune, en date du 16 juin 2025 et que nous avons reçu en tant que Personne Publique Associée le 7 juillet 2025.

Après analyse des documents fournis, nous vous transmettons nos observations et avis.

- **Le diagnostic de territoire volet agriculture :**

La partie agricole de l'Etat Initial de l'Environnement est très réduite. Sauf erreur de notre part, il n'y a aucune donnée chiffrée sur les surfaces agricoles, le nombre d'exploitants, ... L'unique carte des différentes cultures est réalisée à partir de données de 2020 alors que le dernier RPG disponible est de 2023.

Cela est insuffisant, au regard des surfaces pourtant concernées, pour permettre d'élaborer un PLU sur un territoire rural comme St Mamert.

Nous n'avons pas non plus trouvé mention **d'un processus de concertation avec les agriculteurs** de la commune afin d'identifier leurs projets et attentes.

Nous le regrettons vivement car cela aurait permis de traduire les résultats de ce travail dans les enjeux et les dispositions opérationnelles du PLU.

Nous vous demandons de réaliser un véritable diagnostic agricole.



Les différents sites identifiés :

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 183 000 041 00032
APE 9411Z

<http://www.gard.chambre-agriculture.fr>

Facebook icon @chambagri30



Page 278 du rapport de présentation 8 sites ont été repérés pour des aménagements ou développement futurs, 5 concernant des surfaces agricoles ou naturelles. Nous saluons votre choix d'en abandonner 2 dont l'impact sur les surfaces agricoles aurait été important.

Le site 4 « chemin de Sieyres » classé en Ub correspond à une perte de surfaces agricoles, actuellement pâturées. Le cas échéant, nous regrettons cette perte de surface agricole de 1,14 ha.

Le site 5 « extension cimetière » vient amputer les surfaces agricoles de 0,12 ha de blé, anciennement en Ap, reclassé en Ub. Ce choix modifie l'enveloppe urbaine du village. Il nous semblerait plus adapté de proposer une extension à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, vers le Nord-Ouest par exemple.

Le site 7 « Les taureaux » fait partie des zones également repérées. Sa transformation en centrale Photovoltaïque se fera au détriment du pâturage en place.

En parallèle page 80 du rapport de présentation vous mentionnez une étude de densification qui met en évidence des zones à urbaniser en priorité dans l'enveloppe urbaine (division parcellaires et dents creuses) : « **Potentiel constructible encore important dans l'enveloppe urbaine existante** ». **Nous regrettons que cette modalité de développement ne soit pas privilégiée plutôt qu'un développement sur des terrains non encore urbanisés.**

- **Le règlement graphique :**

Il est fait mention d'une zone anciennement Ap qui devient Nh en raison de la présence d'une zone humide. Ni l'inventaire départemental du conseil Départemental, ni l'inventaire de l'EPTB des Gardons ne fait mention d'une zone humide à cet endroit. Nous sommes conscients de l'importance de préserver ces milieux, néanmoins nous craignons que ce classement ne vienne contraindre les activités agricoles en place. En effet, les activités agricoles sont sur notre territoire supports de biodiversité, leur maintien est capital.

Aussi nous souhaitons que **le zonage Nh soit à minima restreint uniquement sur la partie humide identifiée par le Bureau d'Etudes.**



Dans le rapport de présentation page 259 la carte synthétise **les enjeux du territoire communal**. Nous ne comprenons pas **pourquoi la zone d'extension Nord est prévue sur une zone pourtant identifiée sur cette carte comme étant à vocation de préservation et valorisation des espaces agricoles**, en jaune sur la carte.

Nous considérons effectivement cette zone comme étant à préserver.

D'autre part sur cette carte le projet d'agrandissement du Foyer d'accueil médicalisé est bien situé sur la zone urbanisée, et non en zone agricole à préserver.

Sauf erreur de notre part, il y a une incohérence dans ces documents.

Nous saluons le projet de la commune de réserver un lieu pour construire une aire de remplissage. Nous nous interrogeons sur les modalités de choix de son emplacement. Et notamment s'il a été vérifié qu'il convient aux exploitants de la commune

- **Le règlement écrit**

- Le règlement des zones A :

Page 138, sont **mentionnées les interdictions en zone A : « Constructions destinées au commerce et activités de service »**.

Cette disposition nous pose problème car elle ne permet pas le développement de la vente directe sur les exploitations. Nous vous demandons de **modifier cette disposition et créer ainsi les conditions favorables au développement de la vente directe, aujourd'hui nécessaire à de nombreuses exploitations**.

Page 138 secteur Ap sont interdits : *« toute nouvelle construction »*. Cette disposition est trop restrictive car elle ne permet pas l'installation de nouveaux bâtiments ce qui va à l'encontre du développement de l'agriculture sur la commune.

Par ailleurs, Un certain nombre de zones passent de A à Ap. Nous n'avons pas repéré les éléments justificatifs de la transformation du zonage A en Ap. Compte tenu des enjeux et des restrictions réglementaires qui en découlent, **nous souhaitons connaître ces critères et que le règlement de la zone Ap permette le développement des activités agricoles**.



Page 140, il est écrit « *Dans la zone A (excepté dans les secteurs Ap, Ar, Aj, et Aj1) sont admises sous conditions les occupations et utilisations du sol suivantes :[...]*

Les élevages et toutes constructions liées à l'exploitation agricole sont autorisés à condition qu'ils soient implantés à plus de 100 mètres des zones urbaines ou à urbaniser à vocation principale d'habitation »

Cette disposition va au-delà des préconisations du Règlement Sanitaire Départemental (RSD) qui prévoit une distance de 25, 50 ou 100 m en fonction de la nature de l'élevage. **Nous vous demandons de faire référence au RSD et de ne pas aller au delà.**

Page 140 il est écrit « *Dans le secteur Ap, seuls sont autorisés les extensions (sans changement d'affectation) des constructions existantes destinées à l'exploitation agricole. Ces extensions seront limitées à 20% de la surface de plancher existante et devront être réalisée en une seule fois »*

Cette prescription est trop contraignante et **nous souhaitons que le taux de 20% soit porté à 30 % pour les extensions.**

Page 143 et 144, les interdictions de matériaux / chrome, ou les prescriptions de matériaux / tuiles ne sont pas du registre d'un plu et **nous vous demandons de retirer des dispositions.**

Un stecal est créé autour d'un mas, le mas d'Espanet. Nous saluons cette disposition qui permettra aux exploitants agricoles de diversifier leurs activités notamment vers l'agritourisme.

Ceci étant, nous n'avons pas vu de recensement des projets des autres agriculteurs de la commune. Et nous nous interrogeons sur le fait que seul un mas ait cette possibilité dans ce nouveau PLU.

Nous vous demandons de **fournir les éléments qui ont permis ce choix ou à défaut de réaliser un recensement des projets des agriculteurs et de faire les modifications du PLU nécessaires (autres STECAL).**

- Le règlement des zones N :

Page 150 du règlement il est écrit « *Sont interdits dans l'ensemble de la zone N : Les constructions dédiées à l'exploitation agricole et forestière ».*

Cette interdiction va à l'encontre du développement du pastoralisme en zone de garrigue. Il est essentiel que les serres



tunnels soient autorisées afin de permettre le déploiement de troupeaux, et contribuer à la DFCI des massifs.

Nous vous demandons de **modifier cette disposition afin de permettre l'implantation à minima de serres tunnels.**

- **Les OAP**

Vous prévoyez une OAP sur le site « Extension Nord ». Effectivement cette zone est sur des parcelles en friches actuellement mais qui correspondent à des anciennes terres agricoles, un verger est présent et la partie la plus au nord des parcelles est cultivée et déclarée à la PAC. Cela correspond donc à une perte pour les surfaces potentiellement agricoles de 3,09 Ha.

D'autre part, ce projet d'extension nord ne nous semble pas compatible avec les orientations de votre PADD « préserver les morphologies urbaines existantes » comme indiqué page 143 du document de présentation.

Nous nous interrogeons sur le besoin en surface du projet « Extension Nord » et son impact sur les terres agricoles. Il pourrait être réduit notamment en valorisant pleinement le foncier disponible repéré dans l'enveloppe urbaine

Concernant le traitement des interfaces, nous souhaitons que soit mentionné que **la zone tampon entre l'activité agricole en place et la future OAP urbaine soit bien mise en place sur les parcelles à l'intérieur de l'OAP et non pas sur les parcelles agricoles.**

- **La consommation d'espaces agricoles**

Nous saluons la démarche de la commune qui respecte les objectifs de la loi climat et résilience et qui **a diminué sa consommation d'ENAF.**

Néanmoins, étant donnée la consommation de parcelles agricoles, la compensation collective agricole nous paraît nécessaire. Bien que votre projet n'y soit pas soumis réglementairement (décret n° 2016-1190 du 31 août 2016), nous souhaitons que vous vous engagiez au respect de la Charte départementale pour la préservation et la compensation des espaces agricoles signée le 9 mars 2017 (document ci-joint), dont les signataires sont la SAFER, la Chambre d'Agriculture, le Conseil Départemental, la Préfecture, le Conseil Régional



Occitanie, l'Association des Maires du Gard. **Nous invitons la commune à mettre en place une compensation volontaire pour les terres agricoles changeant de vocation.**

En vous remerciant de la prise en compte nos remarques, La Chambre d'agriculture émet **un avis favorable à condition de lever les réserves formulées.**

Je vous prie de croire, Madame le Maire, en l'assurance de ma considération distinguée.



La Présidente

M. SAUMADE
